

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20250317-lmc1369682-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mercredi 19 mars 2025
Date de publication : 19/03/2025

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 17 MARS 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1
OBJET DE LA DECISION N° 25/145 PLAN LOGEMENT D'ABORD - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT DE 40 000 € A L'ASSOCIATION L'AGENCE NOUVELLE DES SOLIDARITES ACTIVES (ANSA) POUR L'ANNEE 2025 -AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

Mme Nathalie BICAIS.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/145

BUREAU DU 17 MARS 2025

**O B J E T : PLAN LOGEMENT D'ABORD - ATTRIBUTION D'UNE
SUBVENTION D'UN MONTANT DE 40 000 € A
L'ASSOCIATION L'AGENCE NOUVELLE DES
SOLIDARITES ACTIVES (ANSA) POUR L'ANNEE 2025
-AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération du Conseil Métropolitain n°24/11/269 du 29 novembre 2024 relative à la signature de la convention avec l'Etat pour le Plan Logement d'Abord 2,

VU la délibération n°23/05/078 du Conseil Métropolitain du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le deuxième plan quinquennal pour le Logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme 2023-2027, dit « plan Logement d'abord » et l'Appel à Manifestation d'Intérêt Plan Logement d'Abord,

VU la sélection du dossier de candidature de la Métropole Toulon Provence Méditerranée comme territoire de mise en œuvre accélérée de ce plan le 29 janvier 2021,

VU la convention pluriannuelle d'objectifs conclue avec l'Etat pour la période 2024-2027, pour le Plan Logement D'Abord 2 Métropolitain,

VU l'avis de la Commission Politique de la Ville et Habitat en date du 11 mars 2025,

CONSIDERANT que dans le cadre de ses compétences en matière de politique d'habitat et de solidarité, la Métropole Toulon Provence Méditerranée assure la mise en œuvre et la coordination du plan Métropolitain « Logement D'Abord » et de ses actions,

CONSIDERANT que l'Etat et les partenaires ont défini des priorités communes dans le cadre de la stratégie territoriale du plan logement d'abord, déclinées sous la forme d'engagements réciproques permettant de renforcer les coopérations entre les acteurs de l'hébergement, du logement et de l'insertion, et de permettre une meilleure articulation entre leurs interventions, en cohérence avec leurs champs de compétences respectifs,

CONSIDERANT que l'ensemble des actions de ce plan concourt à soutenir l'action de la Métropole en matière d'habitat, à sécuriser les parcours locatifs et à prévenir les ruptures de parcours résidentiels pouvant conduire au sans-abrisme, en favorisant l'observation, la coordination, la formation des acteurs, la prévention des difficultés d'accès ou de maintien dans un logement,

CONSIDERANT que l'ensemble de ces actions participe ainsi à une insertion socio-économique durable des personnes vulnérables sur le territoire,

CONSIDERANT que dans ce cadre, l'association L'AGENCE NOUVELLE DES SOLIDARITES ACTIVES (ANSA) déploie l'action « Accélérateur de l'autonomie des jeunes » qui consiste à proposer une formation-action à destination des professionnels du territoire métropolitain.

CONSIDERANT que dans le cadre du Plan Logement d'Abord 1, trente jeunes métropolitains âgés de 18 à 25 ans ont travaillé avec l'équipe de l'ANSA sur leurs besoins d'accompagnements individuels et collectifs sur les thématiques du logement et de l'emploi, que leurs travaux ont été repris et modélisés, que dans le cadre de cette action « Accélérateur de l'autonomie des jeunes », l'ANSA forme des structures du territoire métropolitain dans cet accompagnement collectif spécifique attendu par les jeunes en voie d'insertion,

CONSIDERANT qu'il est proposé de soutenir cette action et de régler les modalités de ces partenariats par voie contractuelle,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ATTRIBUER à l'association L'AGENCE NOUVELLE DES SOLIDARITES ACTIVES (ANSA) une subvention de 40 000 € au titre de l'année 2025.

ARTICLE 2

D'APPROUVER les termes de la convention ci-annexée et **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention de partenariat avec l'association L'AGENCE NOUVELLE DES SOLIDARITES ACTIVES (ANSA).

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président ou son représentant à prendre tout acte et à signer tout document tendant à rendre effective cette décision.

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Principal, à l'opération N°5219, article N°65748, fonction 552.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 17 mars 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	15
CONTRE	0
ABSTENTION	0





Convention annuelle d'objectifs 2025
entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et l'Agence Nouvelle des
Solidarités Actives (Ansa) dans le cadre du plan Logement d'Abord 2 :
action « Accélérateur de l'Autonomie des Jeunes »

Entre :

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par une décision du Bureau métropolitain n° en date du

Ci-Après désignée « La Métropole »

Et

- L'association **Agence nouvelle des solidarités actives (Ansa)** régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant son siège au 28 rue du Sentier, Paris, représentée par le ou la responsable dûment mandaté, **Monsieur** Simon Roussey, en sa qualité de Directeur délégué, habilité à cet effet par les statuts de l'association et la délégation de pouvoirs ci-annexés.

Ci-Après désigné « L'Association »

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Ici il conviendra d'expliciter les raisons pour lesquelles une subvention est accordée à ladite association.
Préciser son projet, préciser la compétence métropolitaine dans laquelle s'inscrit la convention et préciser enfin que le projet de l'association participe de cette compétence.

La Métropole s'est engagée comme territoire de mise en œuvre accéléré du *Logement d'Abord et de la lutte contre le sans-abrisme* en 2021. L'objectif général est de lutter contre le sans-abrisme, le mal logement, la précarité ; et de favoriser l'insertion durable des personnes à partir de l'accès ou du maintien dans le logement. Elle a déployé un premier plan Logement d'Abord (LDA) de 2021 à 2024. Conformément aux orientations nationales et aux besoins et objectifs de son territoire, la Métropole s'engage dans le Plan Logement d'Abord 2 (LDA 2 _2024-2027), soutenue par les services de l'Etat (Dihal¹ et DDETS du var). Le plan LDA 2 métropolitain s'articule autour des trois axes du plan national pour *le logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme* (2024-2027) :

- ➡ Axe 1: Produire et mobiliser des solutions de logement adaptées et abordables pour les ménages en grande précarité

¹ Dihal : Délégation Interministérielle à l'Hébergement et l'Accès au logement

- ➡ Axe 2: Conforter le maintien dans le logement, prévenir les ruptures et éviter la dégradation des situations
- ➡ Axe 3: Accélérer l'accès au logement et proposer des parcours d'accompagnement en croisant logement, emploi et santé

La feuille de route 2024-2027 a été travaillée avec les partenaires institutionnels et opérationnels à partir : du bilan du plan LDA 1, des évaluations des besoins (diagnostics partagés) et d'un atelier d'écriture de la feuille de route métropolitaine. Le travail d'ingénierie, engagé à partir de la feuille de route, a abouti au projet territorial présenté à la Dihal ; projet validé en septembre 2024.

Les actions LDA 2 portées par la Métropole, actions à reconduire, à poursuivre et à engager par les partenaires institutionnels et opérationnels pendant la période 2024-2025 ont pour visée :

1. La coordination et l'intégration de nouveaux acteurs
2. L'interconnaissance et la connaissance
3. L'efficacité de l'accompagnement global
4. Le renforcement de l'aller vers et de la pluridisciplinarité
5. Le développement de l'offre de logement, d'hébergement et d'accompagnement de publics spécifiques

Les actions sont portées par la Métropole, soutenues par de nombreux acteurs institutionnels (DDETS, CD 83, CAF, ARS, ...) et acteurs opérationnels. Elles s'articulent avec celles du Plan Départemental d'Actions pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées 2024-2030 (PDALHPD). Elles sont détaillées dans des fiches actions (FA).

La présente convention, signée avec l'association Ansa, s'inscrit dans l'axe 3 du plan LDA : Accélérer l'accès au logement et proposer des parcours d'accompagnement en croisant logement, emploi et santé. L'action s'intitule : **Accélérateur de l'autonomie des jeunes (AAJ) – FA 20**.

L'Ansa est une association à but non lucratif dont l'objet social est la lutte contre la pauvreté et les exclusions. Elle accompagne ainsi les pouvoirs publics (Etat, collectivités territoriales) dans le déploiement de politiques publiques sous l'angle de l'innovation sociale.

L'Ansa travaille sur différentes thématiques (Accès aux droits, hébergement/logement, insertion professionnelle, prévention des inégalités ...). Parmi ces thématiques, les questions de l'accès au logement et de l'autonomie d'une manière plus générale occupent une place importante, celle de la participation des personnes concernées fait quant à elle partie des fondements de l'association.

Dans le cadre de ses missions, l'Ansa a développé une expertise forte sur les questions d'accès au logement, d'accès à l'emploi ainsi que sur le champ particulier des politiques jeunesse.

L'Ansa est intervenue dans l'organisation, la préparation, l'animation et la restitution des Focus group réalisés sur la Métropole en 2024. Elle connaît donc bien les attentes des jeunes et les partenaires qui les accompagnent sur le territoire.

Lors des ateliers, certains constats importants ont été faits :

- Les jeunes ont une appétence particulière pour la pairaidance, c'est-à-dire l'envie d'aider et d'être aidé par des personnes ayant connu ou ayant été placées dans des conditions similaires. Cette pairaidance permet également de développer un réseau dont de nombreux jeunes sont malheureusement dépourvus.

- Les jeunes ont un besoin crucial d'information sur les dispositifs destinés à les aider pour trouver un logement, un emploi et plus globalement pour trouver leur place dans la société. Des solutions existent mais elles ne sont pas mobilisées par les jeunes. Cette information peut passer par des temps d'information et de pairaidance.
- La formulation de propositions concrètes issues des personnes concernées peut permettre d'améliorer l'autonomie des jeunes. Ces propositions constituent une matière de travail qui peuvent donner lieu à des actions de co-construction d'actions avec des jeunes de la Métropole.

Ces constats ont permis à l'Ansa de définir un projet visant à développer la participation des jeunes en difficulté de la Métropole.

Il consiste à mettre en place des ateliers collectifs destinés aux jeunes accompagnés par certaines associations et structures d'accompagnement vers le logement et l'insertion professionnelle afin de faciliter leur autonomie : Les Ateliers Autonomie Jeunes (AAJ).

Ces ateliers ont pour but d'améliorer leur parcours d'accès au logement, à l'emploi et plus globalement leur parcours vers l'autonomie à travers :

- Des informations pratiques transmises, grâce à des interventions d'experts (professionnels travaillant spécifiquement dans le champ des thématiques abordées) et de la pairaidance ;
- Une remobilisation et regain de confiance ;
- La construction d'un réseau ;

Par ailleurs, ces ateliers poursuivent l'objectif d'impliquer les jeunes dans l'amélioration des politiques publiques qui leur sont destinées au niveau des structures qui les accompagnent et au niveau de la Métropole (lien avec le CVEJ ou d'autres actions de la Métropole).

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini en annexe I que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

Si l'association bénéficie d'un agrément indispensable à la réalisation de l'action subventionnée, il conviendra de rajouter : L'agrément de l'Association est une condition indispensable à la réalisation de l'objet de la présente convention.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

L'association Ansa s'engage à mettre en œuvre son Programme d'action 2025 tel qu'il a été défini par son Conseil d'Administration et tel qu'il est présenté dans la Fiche Action (FA) annexée.

L'action AAJ est une Formation-action d'accompagnements collectifs des 18-25 ans :

Il s'agit de former des acteurs du territoire à l'accompagnement collectif des jeunes à l'accès au logement et à l'insertion, au soin de sa santé, suivant les besoins exprimés par les jeunes dans l'action 16 "Participation citoyenne" du Plan LDA1.

Pour élaborer les AAJ, l'Ansa a capitalisé sur la dynamique et la méthodologie élaborée lors de la participation des jeunes et de leur restitution de travaux aux professionnels.

L'action consiste à accompagner un premier groupe de jeunes afin d'expérimenter un cycle d'ateliers collectif sur les thématiques de l'accès au logement, à l'insertion professionnelle et à la santé, sur le modèle des Focus Group plébiscités par les jeunes. Ce premier groupe (phase pilote) permettra d'ajuster la méthode et les outils des AAJ puis, sur la base des enseignements de cette première expérimentation, l'Ansa formera 5 à 6 structures du territoire. Cette formation permettra aux professionnels formés de produire à leur tour les cycles d'accompagnement collectif sur leur territoire (phase d'essaimage).

Objectifs de l'action AAJ – Formation / action :

1. Cadrage et co-construction de la méthodologie et des outils
2. Accompagnement d'un groupe de 12 à 15 jeunes sur un cycle complet (phase pilote)
3. Appropriation de la méthodologie des AAJ par 5 à 6 structures du territoire via une formation-action : 1 à 2 professionnels par structure, soit 6 à 12 professionnels.
4. Production d'un cycle complet sur chacune des structures volontaires avec les professionnels stagiaires pour répliquabilité (phase d'essaimage)
5. Production du film de restitution
6. Evaluation-conseil (6 mois après la restitution)

Objectifs et livrables prévisionnels pour les professionnels et le groupe de jeunes :

Pour les professionnels :

1. Mobilisation des parties prenantes
2. Préparation de la méthodologie et des outils
3. Animation d'un cycle (grandeur nature) avec l'une des structures volontaires (phase pilote)
4. Mise à jour de la méthodologie et outils de répliquabilité
5. Formation-action des professionnels des structures volontaires pour dupliquer l'action (10 jours)
6. Réalisation d'un cycle complet d'ateliers (phase d'essaimage)

Pour les jeunes (12 à 15 jeunes) :

1. Remobilisation des jeunes sur leur recherches logement et de l'emploi-formation, soins de sa santé
2. Apport de connaissances à travers des interventions d'experts et la pairaidance
3. Dynamique de groupe / effet booster de la rencontre de professionnels et de pair aidants.
4. Création ou mise à jour des plans d'actions individuels pour accéder à l'autonomie
5. Evaluation qualitative et quantitative de fin de cycle

De par sa nature, l'action fait partie du dispositif et label « *Parcours Logement Insertion Jeune* » métropolitain (PLIJ) pour l'accompagnement des jeunes âgés de 18 à 25 ans. L'Ansa travaille et contribue, avec les associations labellisées et les institutions soutenant, aux parcours PLIJ pour les jeunes âgés de 18 à 25 ans.

Avec « *les accompagnements renforcés logement-insertion-santé* » du parcours logement insertion jeune (PLIJ), et le mentorat logement d'abord Jeunes : les Ateliers Autonomie Jeunes (AAJ), font partie du triptyque des solutions d'appui des jeunes : se remobiliser, être conseillé de manière bienveillante (par

des professionnels, des bénévoles qualifiés et des pair-aidants), lever des freins, profiter du réseau professionnel du mentor...

Les publics visés :

- a) professionnels des acteurs qui accompagnent les jeunes dans l'accès au logement, à l'insertion professionnelle (1 à 2 professionnels sur 5 à 6 structures).
- b) Un groupe de 12 à 15 jeunes en parcours PLIJ

Cet accompagnement global pluridisciplinaire est exercé par des travailleurs sociaux titulaires d'un diplôme dans le domaine social ou médico-social, ^{et/ou} des professionnels de l'insertion professionnelle. Ces derniers sont tenus au secret professionnel : « *secret partagé* » dans le cadre de l'accompagnement global pluriprofessionnel et partenarial.

L'association Ansa participe aux instances et groupes de travail relatifs au plan LDA.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification.

Elle est conclue au titre de l'année (2025) /Elle est conclue pour une durée de (12 mois).

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à :

- Mettre en œuvre le projet, objet de la présente convention,
- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins,
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention,
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « *à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, l'**Ansa** à hauteur de **40 000 euros** conformément au budget prévisionnel en annexe II de la présente convention.

Ce montant sera inscrit au **Budget principal/imputation budgétaire** : compte 65748.1 dans l'opération 5219.

Le concours apporté à la réalisation du projet provient d'un financement spécifique du Plan Logement d'Abord validé annuellement par la Dihal.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de **40 000 euros** sera versée au bénéficiaire selon les modalités suivantes :

- ✎ Un acompte de 50 % soit 20 000 euros, à la notification de la convention,
- ✎ Le solde, soit 20 000 euros après la remise des pièces justificatives suivantes :
 - ✓ Un compte-rendu financier (si la subvention est accordée en vue de la réalisation d'une action ou d'un projet spécifique) conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées,
 - ✓ Un rapport annuel d'activités,
 - ✓ Les comptes annuels de l'exercice certifiés par le Président de l'association ou par un expert-comptable (si la subvention est supérieure à 75 000 euros), bilan, compte de résultats et annexes ainsi que le rapport du commissaire aux comptes s'il y a lieu d'en désigner un (obligatoire pour les associations bénéficiant d'une subvention supérieure à 153 000 euros).

Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE L'ASSOCIATION

L'association adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par son Président (pour une subvention comprise entre 23 et 75 000 euros)

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un expert-comptable (si la subvention est supérieure à 75 000 euros),

L'association doit faire approuver et certifier conforme ses comptes par un commissaire aux comptes (si la subvention est supérieure à 153 000 euros)

L'Association valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans ses comptes annuels

L'Association doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères quantitatifs et qualitatifs:

Indicateurs quantitatifs :

- ⇒ Appui à la réalisation d'un cycle complet d'ateliers (phase pilote)
- ⇒ Nombre de jeunes ayant participé aux ateliers de la phase pilote
- ⇒ Assiduité à la formation-action des professionnels des structures volontaires
- ⇒ Réalisation de cycles d'ateliers complets par les professionnels formés (phase d'essaimage)
- ⇒ Nombre de jeunes ayant participé à la phase d'essaimage

Indicateurs qualitatifs :

- ⇒ Niveau de satisfaction des jeunes ayant bénéficiés des ateliers (phase pilote et phase essaimage)

- Evolution de la perception des jeunes quant à leur capacité à surmonter les obstacles dans leur parcours vers l'autonomie à l'issue des ateliers
- Niveau de satisfaction des professionnels vis-à-vis de la formation-action
- Renforcement des interactions et complémentarités partenariales à l'issue de la phase d'essaimage
- Evolution de la capacité des professionnels formés à accompagner les jeunes dans leur parcours vers l'autonomie, 6 mois après la fin de la formation-action
- Si possible, évolution de la situation des jeunes, 6 mois après la fin des ateliers

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

L'association fournira un rapport d'activité au plus tard 2 mois après la fin de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

La Coordinatrice du Plan Logement d'Abord exerce le suivi et l'évaluation de l'action menée par l'Ansa.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour une durée de **12 mois**, dans le cadre des objectifs et des financements du Plan Logement d'Abord 2. Elle n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

En cas de demande de renouvellement, l'Association procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractères personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant. Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Jean-Pierre GIRAN

Le représentant de l'association Ansa,
Directeur Délégué

Simon ROUSSEY

ANNEXE I : LE PROJET (à remplir par l'association)

L'association s'engage à mettre en œuvre le projet visé à l'article 1^{er} de la présente convention :

Projet : Accélérateur de l'autonomie des jeunes (AAJ) / Action n°20 du plan LDA 2

Charges du projet	Subvention sollicitée auprès de la Métropole	Somme des financements publics (affectés au projet)
40 000 €	40 000 €	40 000 €

a) Objectif(s) :

L'Ansa propose à la MTPM de l'accompagner dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une formation-action visant à déployer des Ateliers Autonomie Jeunes (AAJ) en s'appuyant sur un réseau d'acteurs de l'accompagnement des jeunes de la métropole.

L'Ansa interviendra à toutes les étapes du déploiement de ces ateliers: co-construction des ateliers, formation des professionnels, supervision du déploiement, évaluation embarquée et essaimage.

Au-delà de la mise en place des AAJ, l'Ansa poursuit la volonté de mobiliser les jeunes participants aux ateliers pour qu'ils s'impliquent dans les actions de participation proposées au niveau de la Métropole (CVEJ, Focus group thématiques). Il s'agira donc de faire le lien entre les structures porteuses des AAJ et les acteurs de la Métropole qui portent des actions de participation afin d'encourager les jeunes en situation difficiles à y prendre part.

Les AAJ seront regroupés au sein d'un cycle selon des modalités à construire avec des professionnels et des jeunes afin de s'adapter au plus près aux besoins des jeunes mais également aux contraintes des jeunes et des professionnels.

A titre illustratif, chaque cycle d'AAJ pourrait être composé de 5 ateliers (2 à 3H par atelier) se déroulant sur une période de 2 à 3 semaines (exemple : 2 ou trois réunions par semaine) :

- Atelier 1 : Création du groupe. Présentation de la méthode. Echanges de pratiques sur la constitution d'un réseau. Atelier sur le développement du parrainage.
- Atelier 2 : Le logement. Les aides et les solutions disponibles pour surmonter les difficultés rencontrées. Intervention d'un ou plusieurs spécialistes (ex : bailleur social, associations). Pairaidance et atelier pour améliorer l'existant (ex : être accompagné dans la recherche et l'installation dans le logement).
- Atelier 3 : L'emploi et la formation. Les solutions et les outils disponibles pour développer ses compétences tout en étant rémunéré. Intervention d'un ou plusieurs acteurs spécialisés (CFA, Service civique...). Atelier pour créer un projet collectif à destination des employeurs afin qu'ils fassent évoluer leurs pratiques de recrutement.
- Atelier 4 : La santé et le bien être (sport, culture). Information sur les risques et les solutions en matière de santé (addiction, santé mentale, handicap...) et intervention d'acteurs pouvant

contribuer à l'amélioration du bien-être (médecin, association culturelle ou sportive, GEM...). Atelier sur le développement de la pairaidance pour s'aider les uns les autres.

- Atelier 5 : construire et mettre en œuvre son projet vers l'autonomie. Appui à la création d'un plan d'action individuel. Présentation de solutions et intervention d'acteurs pouvant apporter un appui aux parcours vers l'autonomie. Atelier conclusif sur l'évaluation et l'amélioration des Ateliers Autonomie Jeunes.

Chaque atelier aura donc une thématique différente mais ils se dérouleront tous selon une structure identique.

Le contenu, le déroulé et le séquençage des ateliers seront coconstruits avec un réseau d'acteurs de la Métropole : Des acteurs de l'accompagnement des jeunes en difficulté et des spécialistes thématiques (logement, emploi, formation, santé, bien être ...).

Une fois la méthodologie construite, les ateliers seront ensuite testés au sein d'une structure puis proposés aux jeunes par un réseau d'acteurs à l'occasion de la formation-action proposée par l'Ansa dans le cadre de ce projet.

Enfin le projet sera évalué pour en mesurer sa plus-value (pour les jeunes et pour les professionnels) et faciliter son essaimage.

b) Indicateurs :

Les méthodes de mises en œuvre et l'impact des ateliers seront évaluées par l'Ansa afin de les améliorer chemin faisant (principe de l'évaluation embarquée) et de les diffuser à de nouveaux acteurs accompagnant des jeunes sur la Métropole.

- Indicateurs quantitatifs :
 - o Nombre de professionnels formés
 - o Nombre d'AAJ réalisés
 - o Nombre de jeunes ayant participé aux AAJ
 - o Niveau de satisfaction des jeunes concernant les différents ateliers
 - o Niveau d'autonomie perçue des jeunes sur les différentes thématiques abordée (questionnaire avant / après)
- Indicateurs qualitatifs :
 - o Motifs de satisfaction et axes d'améliorations perçus par les jeunes
 - o Evaluations à chaud et à froid des professionnels formés

c) Public(s) visé(s) :

Les Ateliers seront proposés à des jeunes rencontrant des difficultés dans leur accès à l'autonomie (logement, emploi, mobilité...) et à des jeunes qui seront bientôt confrontés à cette question (exemple : jeunes sortants de l'ASE).

d) Localisation : Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Lieu à déterminer (exemple : Maison de l'Etudiant et de l'Information Jeunesse).

e) Moyens mis en œuvre :

L'intervention de l'Ansa se déroulera en 5 étapes.

Etape 1: Cadrage de l'action

Réunion de cadrage avec les directions impliquées (« Habitat, Solidarité et Citoyenneté » + « Jeunesse et proximité ») :

Cette première étape permettra :

- De problématiser la démarche et définir précisément les objectifs opérationnels ;
- De valider les thématiques des AAJ
- De cibler les jeunes en situation complexe à associer à la démarche ;
- D'identifier les partenaires sur lesquels il sera possible de s'appuyer pour coconstruire et expérimenter les AAJ (missions locales, Foyers de l'ASE, associations, E2C...)
- De préciser le calendrier en fixant d'emblée les dates des grands jalons du projet ;
- De mobiliser les ressources utiles pour mener à bien la démarche (ex : service communication, défraiements éventuels des participants ...) ;
- D'étudier les facteurs clés de succès et les risques projet ;

Elle donnera lieu à la production d'une note de cadrage.

Si possible, il serait souhaitable d'organiser une réunion avec des élus afin de les mobiliser pour soutenir et communiquer sur l'action.

Les deux réunions auront lieu en visioconférence.

Etape 2: Mobilisation des partenaires et co-construction des AAJ

Cette étape consistera à prendre contact avec les partenaires accompagnant les jeunes ainsi que les spécialistes thématiques identifiés lors de la phase de cadrage afin de :

- Les mobiliser pour contribuer au projet de formation-action (co-construction des ateliers, appropriation de la méthodologie et déploiement d'un cycle d'ateliers) ;
- Coconstruire une première proposition d'ateliers (séquençage, déroulé, contenus...) à tester lors de la phase pilote avec des jeunes ;
- De définir les modalités de mise en œuvre de la formation-action et des premiers cycles d'ateliers ;

Etape 3 : Validation auprès des jeunes via un cycle d'AAJ « Pilote »

La phase de mobilisation des partenaires permettra à l'Ansa de détecter des professionnels qui souhaiteront bénéficier de l'appui de l'Ansa pour expérimenter une première série d'ateliers « Pilotes » au sein d'une structure candidate.

Ces ateliers seront coanimés par l'Ansa avec l'appui d'un ou deux professionnels de la structure accompagnante sélectionnée.

Ils permettront de tester la méthode et de l'améliorer grâce aux retours des jeunes et des professionnels qui y participeront.

Etape 4 : Formation-action au déploiement des AAJ

La formation action poursuit un triple objectif :

- Former les professionnels à l'organisation et la réalisation d'actions de participation ;
- A déployer de manière opérationnelle des AAJ sur les bases du pilote expérimenté ;
- A développer un réseau d'acteurs de la participation au niveau de la Métropole, en lien avec le CVEJ.

Animée par deux professionnels de l'Ansa, la formation-action sera proposée :

A 5 ou 6 structures parmi celles identifiées lors du cadrage et/ou de la phase de co-construction des AAJ. Chaque structure mobilisera deux animateurs.

A 2 personnes impliquées dans l'animation d'actions de participation départementale et notamment au niveau du CVEJ

Au total, une douzaine de professionnels seront formés pour animer des AAJ et plus globalement des actions de participation sur la MTPM.

La formation-action se déroulera en trois temps. Le déroulé ci-après est proposé à titre illustratif et devra être affiné lors des phases de cadrage et de co-construction.

- **Deux journées:**
 - L'organisation d'une action de participation à destination des jeunes ;
 - L'animation d'actions de participation : Posture et méthodes d'animation ;
 - L'animation d'AAJ : la mise en place d'un cycle et l'animation des différents ateliers.
- **Une journée :**
 - Retour d'expérience sur l'organisation et/ou l'animation des AAJ ;
 - La gestion des situations complexes (lors des ateliers ou en dehors des ateliers) ;
 - La constitution d'un réseau d'acteurs de la participation sur la MTPM.
- **Une journée :**
 - Retour d'expérience sur l'animation des AAJ ;
 - L'exploitation des productions des ateliers avec les jeunes pour les faire valoir au niveau des structures porteuses et des institutions de la Métropole ;
 - La valorisation des jeunes et leur participation à des actions de participation au niveau de la Métropole (ex : CEVJ) ;
 - L'évaluation des ateliers et leur amélioration progressive ;
 - Conclusion de la formation et étude des conditions de pérennisation et d'essaimage des AAJ.

La formation aura lieu en présentiel à Toulon au sein des locaux de la MTPM ou de l'un de ses partenaires.

Etape 5 : Evaluation de la démarche et préparation à l'essaimage

Dans l'objectif de pérenniser et d'étendre le réseau d'acteurs de la participation et l'organisation d'AAJ, une évaluation sera menée afin :

- De démontrer la plus-value des AAJ pour les jeunes, pour les professionnels et pour la Métropole ;
- D'étudier les facteurs clés de succès et les conditions de répliquabilité des AAJ ;
- De proposer une méthodologie d'essaimage à d'autres structures du territoire en lien avec la « Jeunesse et proximité » et le CVEJ.

Cette évaluation sera construite à partir :

- Des ateliers réalisés dans le cadre des AAJ (lors du dernier atelier)
- Des retours d'expériences des professionnels de la formation-action
- D'entretiens ciblés réalisés par l'Ansa avec des jeunes, des professionnels et la MTPM

L'évaluation donnera lieu à la production d'un rapport d'évaluation et d'une note technique de préparation à l'essaimage (méthodologie de mise en œuvre des AAJ, conditions de répliquabilité à de nouvelles structures, modalité d'animation du réseau d'acteurs).

Pour illustrer ces contenus, un film sera également produit (témoignages de jeunes et de professionnels).

Ces travaux seront restitués à l'occasion d'une soirée dédiée avec des jeunes et des professionnels ayant participé à la démarche afin de donner envie à d'autres acteurs de s'impliquer.

Six mois après la restitution, un atelier d'une demi-journée sera organisé avec les parties prenantes pour dresser un bilan de l'action et déterminer d'éventuelles pistes d'action pour l'améliorer.

ANNEXE II : LE BUDGET DU PROJET (à remplir par l'association)

CHARGES	<u>Montant</u>	PRODUITS	<u>Montant</u>
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats		70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Prestations de services	34 000		
Achats matières et fournitures		74- Subventions d'exploitation	
Autres fournitures		État : préciser le(s) ministère(s) sollicité(s)	
61 - Services extérieurs		-	
Locations		-	
Entretien et réparation		Région(s) :	
Assurance		-	
Documentation		Département(s) :	
		-	
62 - Autres services extérieurs		Intercommunalité(s) : EPCI	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		- MTPM (dans le cadre du Plan Logement d'Abord 2 – financement spécifique)	40 000
Publicité, publication		Commune(s) :	
Déplacements, missions	6000	-	
Services bancaires, autres			
		Organismes sociaux (détailler) :	
63 - Impôts et taxes		-	
Impôts et taxes sur rémunération,		Fonds européens	
Autres impôts et taxes		-	
64- Charges de personnel		L'Agence de services et de paiement (ASP -emplois aidés-)	
Rémunération des personnels		Autres établissements publics	
Charges sociales			
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	

65- Autres charges de gestion courante		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
		Aides privées	
66- Charges financières		76 - Produits financiers	
67- Charges exceptionnelles		77- produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements		76 – Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES RÉPARTIES AFFECTÉES		RESSOURCES PROPRES AFFECTÉES	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	40000	TOTAL DES PRODUITS	40 000
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
860- Secours en nature		870- Bénévolat	
861- Mise à disposition gratuite de biens et services		871- Prestations en nature	
862- Prestations			
864- Personnel bénévole		875- Dons en nature	
TOTAL		TOTAL	
<p align="center">La subvention de 40 000 € représente 100 % du total des produits :</p> <p align="center">(montant attribué/total des produits) x 100.</p>			